

**RÉUNION GOUVERNEMENT – BAILLEURS DE FOND
POUR LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'IDENTIFICATION
D'UN CADRE DE COOPÉRATION INTÉRIMAIRE(CCI)
22 AVRIL 2004 - HOTEL MONTANA, PORT-AU-PRINCE, HAÏTI**

Agenda:

- 1. Discours d'ouverture du Premier Ministre**
Vision, objectifs et cadre stratégique du Gouvernement
- 2. Vers un nouveau partenariat, sur la base des expériences du passé**
Présentation du Gouvernement
Présentation des bailleurs de fonds
- 3. Éléments d'actions stratégiques (par le Comité interministériel)**
- 4. Expériences internationales d'exercices d'identification de besoins**
- 5. Définition des objectifs, modalités et calendrier de préparation du Cadre de Coopération Intérimaire pour Haïti**
Identification et validation des objectifs, identification des groupes thématiques, aspects méthodologiques et lien avec le DSRP, accord sur le calendrier.
- 6. Conclusions par le Premier Ministre et Le Président**

Résumé

La réunion de 22 avril a eu lieu avec participation de plus des 180 personnes incluant la presse, parmi eux tous des ministères du gouvernement, et plus de 20 organisations internationales et des gouvernements de plus de 10 pays (voir liste des participants). La réunion a été organisée par le gouvernement haïtien avec l'assistance d'un Groupe de Pilotage composé de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de la Banque Mondiale (BM), des Nations Unies (ONU) et de la Commission Européenne (CE). Ce Groupe de Pilotage coordonne conjointement cet exercice pour la communauté internationale.¹

La réunion, présidée par le Premier Ministre haïtien, Gérard Latortue, a lancé officiellement les discussions sur la stratégie et la méthodologie à adopter dans cette période d'après crise et sur la préparation du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI). L'objectif premier de cet exercice est d'identifier les interventions prioritaires à court et à moyen terme d'Haïti en matière de stabilisation et reconstruction y compris les besoins d'aide humanitaire et de secours, tout en jetant les bases d'un développement durable à plus long terme pour la prochaine décennie.

Les principaux représentants de la communauté internationale présents à cette réunion, ont assuré le Premier ministre de l'appui de leurs institutions au gouvernement pour réussir la transition en cours actuellement. Parmi eux, le Conseiller spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour Haïti, M. Reginald Dumas, le Représentant spécial du Secrétaire Général de l'OEA, M. David Lee, l'Ambassadeur américain, M. James Foley, et le Chef de la Coopération Canadienne, M. Yves Pétilion. A La réunion ont également participé le représentant du Secrétariat de la CARICOM, de la Commission Européenne, de l'Organisation Internationale de la Francophonie, de l'Organisation Internationale de la Migration, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, des Agences des Nations Unies, du Japon, de la France, de l'Allemagne, Canada, EU et du Chili.

¹ BID, BM et PNUD pour les Nations Unies constituent le Groupe de Pilotage qui coordonne conjointement cet exercice pour la communauté internationale. La Commission Européenne a rejoint le Groupe de Pilotage le lendemain.

Allocution du Premier Ministre, Monsieur Gérard Latortue (discours joint):

- M. Latortue souhaite la bienvenue et remercie d'avoir répondu à l'invitation . Il remercie également la communauté internationale d'accompagner le gouvernement vers un nouveau type de coopération internationale.
- Le Premier Ministre souligne la démarche novatrice et inédite qui a permis la mise en place du gouvernement.
- Les conflits ont miné les efforts de développement.
- Il exprime la volonté et la détermination du gouvernement à intégrer tout le monde dans le processus (comité de réconciliation et vérité).
- Le Premier Ministre dénonce la corruption, son gouvernement se fait un devoir de lutter contre elle. De plus, il demande aux pays amis d'aider Haïti à identifier les comptes alimentés par des fonds illégalement gagnés. Enfin il va procéder au désarmement de tous les groupes armés. Aucune forme de violence ne sera acceptée.

I. Priorités du gouvernement:

1. **Sécurité** : Professionnalisation et renforcement de la Police Nationale d'Haïti
 - Désarmement et neutralisation des éléments du crime organisé
 - Réforme de l'appareil judiciaire et lutte contre l'impunité
 - Formation du conseil électoral provisoire (CEP) au plus tard le 1^e mai. Suggestion du Gouvernement au futur conseil électoral : organiser les élections locales au printemps 2005, législatives durant l'été et les présidentielles durant l'automne 2005. Le gouvernement apprécierait que les observateurs des Nations Unies passent d'un rôle d'observation à celui d'une supervision internationale visant à organiser et en plus de participer au dépouillement et au comptage
2. **Construction des infrastructures indispensables au développement** :
 - Politique énergétique et priorité aux énergies renouvelables
3. **Investissement dans les ressources humaines** : priorité à l'éducation de base et formation technique
4. **Préservation de l'environnement** : désertification
5. **Développement rural**
6. **Modernisation de l'État** : réforme de l'administration publique - accès et rémunération ne permettent pas le recrutement de personnel qualifié.
7. **Partenariat secteur privé-public** :
 - Engagement du Gouvernement pour mise en place de mesures et infrastructures institutionnelles pour promouvoir encourager/faciliter l'investissement privé.
 - Développement de petites et moyennes entreprises : appui aux études de faisabilité, viabilité, choix des équipements et facilité d'accès aux petits crédits.

Interventions :

- Pour M. Réginald Dumas, Conseiller spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, le processus est accepté et soutenu par les Nations Unies. Les Nations Unies continueront à assister Haïti selon ses besoins.
- Selon M. Guillermo Rishchynski, Vice-Président de l'ACDI souligne que la présence nombreuse des Bailleurs de fonds démontre la disponibilité de la Communauté Internationale à aider Haïti, principalement celle du Canada, sous la supervision des Nations Unies et en collaboration avec l'OEA, la CARICOM.

Allocution du Ministre des Finances et de l'économie, Monsieur Henri Bazin :

- Selon le Ministre, nous devons tirer des leçons du passé et nous pouvons relever les éléments suivants :
 1. Absence d'appropriation de projets
 2. Emphase mise sur projets isolés au lieu de programmes sectoriels
 3. Impact limité de la coopération (saupoudrage)
 4. Non intégration des projets et programmes aux stratégies nationales
 5. Absence de coordination entre les Bailleurs de fonds
 6. Affaiblissement progressif de l'État (confier aux ONGs le choix d'intervenir dans des domaines traditionnellement réservés à l'État)
 7. Multiplicité et complexité des procédures d'un bailleur à un autre
 8. Insuffisance des politiques nationales (exécution, suivi et évaluation des projets)
 9. Faillite de la convergence politique et économique
 10. Détournements des objectifs initiaux des projets (impact de cette coopération très limité)
- Il est nécessaire de construire un nouveau partenariat concerté et transparent. Il faudrait procéder par :
 - ✓ Une approche par programme ou secteur
 - ✓ Sur la base de stratégies claires de lutte contre la pauvreté
 - ✓ On doit rechercher synergies entre les programmes et les Bailleurs
 - ✓ On doit également déboucher sur des résultats durables (développement des ressources humaines locales, et renforcement des institutions)
 - ✓ Les ONGs ont un rôle majeur dans le nouveau partenariat pour actions de proximité
 - ✓ Il faudrait un effort d'assouplissement de la part des donateurs, mais aussi du côté Haïtien : s'engager à répondre aux légitimes exigences, y inclus à celles des Bailleurs de fonds.

La question centrale posée est celle de la gouvernance économique : quel type de gouvernance pour quel type de coopération?

Intervention du porte-parole des Bailleurs de fonds, Monsieur Yves Pétilon Chef de la Coopération Canadienne en Haïti :

Il faut tirer leçons des échecs et succès depuis 94. Les conclusions tirées sont sévères.

Les bailleurs s'entendent cependant sur certains points:

- Les Modes de fonctionnement et contraintes internes des Bailleurs: Coordination insuffisante, mise en place de structures parallèles, interventions non structurantes, promesses partiellement tenues, manque d'articulation entre urgence- réhabilitation-développement à long terme , manque de réalisme, prise en compte insuffisante des réalités, désengagement rapide de certains bailleurs
- Interactions entre Bailleurs de fonds et Haïti : Manque de confiance, absence de dialogue, exigences disparates des Bailleurs envers le Gouvernement
- Contraintes internes d'Haïti : polarisation, dissension au sein de la société haïtienne, manque de volonté politique des gouvernements précédents, ainsi que des faiblesses de l'état de droit et corruption, des institutions étatiques, et des partenariats public-privé.
- Leçons positives :
 - ✓ Jacmel, électricité 24/24 grâce à la participation et au consensus
 - ✓ Partenariat public-privé
 - ✓ Convergence des leçons du Gouvernement et des Bailleurs. Cette Conclusion est une bonne base pour un nouveau partenariat.

Les bailleurs de fonds, unis, sont prêts à donner une assistance d'urgence et à déboursier des fonds dans les prochaines semaines.

Ministre du Plan de l'Environnement et de la Coopération externe, Monsieur Roland Pierre :

- Ces réunions sont le coup d'envoi des discussions.
- L'ensemble des stratégies économiques doit veiller à accroître l'efficacité des interventions de l'état.
- L'État fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille.
- Pour diverses raisons l'administration publique est en situation d'incapacité.
- Haïti tente de passer d'une économie agricole à une économie basée sur l'industrie et les services. (assemblage et tourisme)
 - les facteurs d'instabilité affectent la perception et l'activité touristique sont incompatible avec instabilité
- Les statistiques sociales révèlent une population largement en dessous de la ligne de pauvreté, autour de la moitié de la population.
- Une attention toute particulière doit être portée à cet état de fait dans le cadre national de développement. (Équité morale, en plus d'une opportunité économique).
 - **Secteur sociaux**
 - Mise en œuvre du plan national d'éducation avec l'appui des agences (le gouvernement sollicite l'aide des bailleurs)
 - Projets d'appui de la CE et de la BID.
 - Nécessité de réformer l'enseignement secondaire, et professionnel
 - Santé
 - Réduction de la mortalité maternelle et infantile de 50%
 - Lutte contre le SIDA
 - Réduction de la tuberculose de 50%.
 - **Décentralisation, développement local et aménagement du territoire**
 - État de pauvreté extrême dans la population rurale
 - Ambiguïté entre responsabilité du gouvernement central et les municipalités
 - Protection de l'environnement
 - Meilleures conditions de vie, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté (assainissement des villes, structuration des voiries, recyclage)
 - campagnes de sensibilisation
 - Infrastructure, en électricité, portuaire etc. Prise en charge par le Ministère des travaux publics.
 - Importance de la dimension culturelle de disfonctionnement

Questions et interventions :

- Les représentants de la Commission Européenne, de l'UNICEF (Mme Françoise Gruloos), de l'USAID (M. David Adams), le vice-Président chambre de commerce du Sud, de OMS/OPS (Dr Léa Guido Lopez), de Taiwan , Le représentant de la francophonie à New York (M. Ridha Bouabid), de l'OIM (Mme Frances Sullivan) et de la CARICOM (M.Cholmondevey) ont fait les remarques suivantes :
- Ils offrent leur soutien au gouvernement, ainsi qu'au plan stratégique et à celui pour préparer un CCI
- Ils offrent également leur appui à cet exercice
- Le gouvernement peut conduire le processus avec l'appui de ONU et Bailleurs de fonds
- Ils ont mis l'accent sur leur engagement envers le peuple haïtien
- Importance de la privatisation en faveur des haïtiens
- Réflexion à faire autour des biens publics indispensables pour la population i.e. sans discrimination
- Tous les efforts doivent être faits dans la même direction, de façon coordonnée. Un pacte de co-développement entre Haïti et les partenaires internationaux doit être fait.

Présentation de la Préparation d'un Cadre de Coopération Intérimaire par Pablo Ruiz des Nations Unis, Antonella Bassani de la Banque Mondiale et Barbara Szaszkiewicz de la BID:

- L'objectif est de préparer un cadre jetant les bases d'un développement durable
- Le gouvernement devrait s'approprier le processus du CCI et la Communauté Internationale les appuiera
- Les thèmes méritant une attention particulière:
 1. Sécurité et état de droit
 2. Actions d'impact rapide sur la population la plus vulnérabilisée
 3. Transparence et gestion des finances publiques, gérer les attentes et du Gouvernement et des populations
 4. Importance d'une bonne coordination de l'aide
 5. Quantifier les besoins et estimer leurs coûts
- Le Groupe de pilotage est composé de représentants du Gouvernement et de la BID, BM, PNUD et CE ².
- Calendrier proposé
 - 1) Réunion de Gouvernement et Bailleurs de Fonds le 22 avril
 - 2) Constitution des Groups Thématiques (23 avril-3 mai)
 - 3) 5 et 6 mai : Atelier en vue de passer en revue de la méthodologie et commencer le travail en groupes thématiques/sectoriels
 - 4) trois semaines pour compléter la revue, l'identification des interventions stratégiques et la détermination des coûts
 - 5) Mi-Juin un rapport pour consultation
- Le Groupe de pilotage a prévu d'avoir des consultations avec la société civile et le secteur privé, et les groupes existants qui travaillent sur ces thèmes/secteurs.
- Échéancier très court.

Thèmes présentés par le Gouvernement pour discussions :

Le gouvernement a présenté des thèmes de réflexion afin de répondre aux points d'urgence de la stratégie présentée dans la matinée :

- **Sécurité et Gouvernance Politique (Security and Political Governance)**
- **Gouvernance Économique (Economic Governance)**
- **Création Rapide d'Emplois et Filet de Sécurité (Rapid Employment and Social Safety Nets)**
- **Environnement (Environment)**
- **Aménagement du Territoire, Développement Local et Décentralisation (Rural Development and Decentralisation)**
- **Santé et Nutrition (Health and Nutrition)**
- **Éducation et Culture (Education and Culture)**
- **Agriculture et Sécurité Alimentaire (Agriculture and Food Security)**
- **Infrastructures (Infrastructure) (routes et transport, eau, énergie et développement urbain)**
- **Développement Secteur Privé (PME/PMI) (Private Sector Development and SMEs)**

Thèmes généraux pour permettre une analyse multidimensionnelle. Il faut identifier des gens pour des équipes et attribuer les ressources nécessaires. Les groupes thématiques vont être gérés par le gouvernement et auront un représentant des bailleurs de fonds comme point focal.

² La Commission Européenne a rejoint le Groupe de pilotage du CCI le 23 avril

Ministre du Commerce et de l'Industrie Mme Danielle Saint-Lot

- Il y a un consensus du côté du gouvernement que tous les secteurs ont une mission d'équité
- Il faut se pencher sur la population agricole et trouver les ressources nécessaires le plus rapidement possible, afin de promouvoir le développement.

Ministre de la Justice et Sécurité Publique, M. Bernard Gousse

- Réhabilitation des infrastructures et des bureaux.
- Professionnalisation de la police et respect de l'éthique. Formation des troupes et du personnel d'encadrement

Ministre de l'Intérieur et des collectivités Territoriales et de la Sécurité Nationale, Hérard Abraham

- Contrôler l'immigration et l'émigration
- Lutte contre la délinquance, le terrorisme et le trafic de drogue
- Éducation civique et organisation des élections
- Création d'un service de renseignements

Ministre de l'Éducation Nationale et de la Culture, Pierre Buteau

- Selon le Ministre il est important de travailler en partenariat avec les ONGs pour appuyer l'État haïtien
- Honorer ses engagements

Secrétaire d'État à la culture, Madame Magalie Comeau Denis

- Méconnaissance des réalités culturelles par la communauté internationale
- Accompagnement culturel du développement

Secrétaire d'État à l'environnement, Monsieur Yves André Wainright

- Application d'un plan d'action pour l'environnement : lien avec pauvreté et éducation.

Secrétaire d'État à la Jeunesse, Monsieur Frantz Léandre

- Développer des moyens pour garder « un esprit sain dans un corps sain »
- éducation à la citoyenneté (droits et devoirs des citoyens)

Conclusion par le Premier Ministre, Monsieur Gérard Latortue

- L'approche et le processus pour la préparation du CCI ont été revus et discutés. Le gouvernement veut mettre en place tous les éléments pour une bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et combattre la corruption. Tous les ministères ont présenté leurs priorités.
- Le Premier Ministre a également remercié tous les participants pour leur support au développement d'Haïti.

Conclusion par le Président

- Le Gouvernement de transition a deux objectifs majeurs:
 - La lutte pour la sécurité, la justice
 - Relance économique et sociale
- Ce gouvernement doit également s'assurer de l'organisation d'élections pour 2005
- Le gouvernement va s'engager avec la société civile pour la vigilance administrative
- Le gouvernement s'engage dans le processus de CCI
- La contribution des Bailleurs de fonds sera utilisée à bon escient.

Le Président déclare l'assemblée levée.